

## FLAMBÉE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

## Le Ramadan sera dur pour les ménages

*Pour préserver sa santé, il faut manger cinq fruits et légumes par jour, ne cessent de conseiller les spécialistes en la matière. Mais cela doit être difficile pour les Algériens. Pommes de terre, tomates, haricots, oignons... Pour ces légumes de large consommation, les ménagères sont unanimes à dire que les prix sont trop élevés. Serait-ce un avant-goût de ce que coûtera le mois de Ramadan aux consommateurs ?*

**Salima Akkouche - Alger (le soir)** - A moins d'un mois de l'approche du mois de Ramadan, les ménagères font déjà face à la flambée des prix de produits de première nécessité. Sur les étals, tout est disponible. Mais à quel prix ?

Si le prix des pâtes n'a pas bougé, ce n'est pas le cas pour certains produits de consommation quotidienne, notamment le café et les produits laitiers.

L'huile de table n'est pas en reste. En effet, le prix de la bouteille de 5 litres est passé de 450 DA à 580 DA. Au même moment, le sucre est passé en de 60 DA à 70 DA/kg.

La folie a surtout touché le



Une tendance qui va aller crescendo.

rayon des fruits et légumes dont les prix sont inabordables, même pour ceux de saison. Les prix affichés varient selon leur qualité, allant du meilleur au moins bon quand il ne s'agit pas tout simplement du mauvais.

Les différentes bourses ont ainsi le choix.

Il est 10h, les citoyens sont nombreux à sillonner les allées du marché de fruits et légumes Ali-Mellah, à Alger, en quête de prix abordables.

Dans ce marché, tout comme dans celui de Belouizdad, le prix de l'oignon oscille désormais entre 30 et 35 DA/kg.

La pomme de terre est cédée entre 45 et 50 DA/kg ; la tomate, quant à elle, a enregistré une baisse de prix assez significative, en passant de 80 à 50 DA/kg.

Le prix des haricots balance entre 100 et 120DA/kg. Contrairement à ce qui généralement attendu, la courgette est à 50DA/kg, la carotte à 40 DA/kg, alors que les navets ont atteint un prix inimaginable de 120 DA/kg.

Quant aux poivrons, ils sont cédés à 60 DA/kg. Face à ces prix, les ménagères essayent tant bien que mal de remplir leur couffin, uniquement de produits de première nécessité. Soit juste de quoi préparer un dîner simple.

Côté fruits, le consommateur s'abat sur les ceux les moins chers de la saison.

Ils font le bonheur des petites bourses en ce mois de juillet. Il s'agit de la pastèque et du melon. Ils sont affichés entre 25 à 35 DA/kg.

Les pommes coûtent entre 50 et 140 DA/kg, suivant la qualité. Le

prix de la banane est plus ou moins stable ; elle est affichée entre 90 et 111 DA/kg. Bien qu'espérant faire quelques emplettes, les petites bourses souffrent le martyre.

#### Qu'en sera-t-il durant le mois sacré ?

Les prix flambent et le mois de Ramadan pointe à l'horizon. Et le consommateur prédit déjà des prix très chauds durant ce mois. Les avis des vendeurs rencontrés au marché Ali-Mellah, à Alger, sont partagés.

Si pour certains les prix vont systématiquement grimper en ce mois sacré, pour d'autres, il n'est pas exclu de voir un retour des prix à la normale durant cette période. «Les prix vont baisser.

Avec la concurrence, un grand choix se présentera et les producteurs seront dans l'obligation de baisser leurs prix pour écouler leurs marchandises», nous a assuré un vendeur.

Une synthèse néanmoins vite contredite par son voisin, qui affirme que la spéculation va faire augmenter les prix, même si les produits sont largement disponibles. Et d'arguer : «Quand il s'agit du Ramadan, les prix augmenteront forcément.»

Interrogés sur leurs approvisionnements pour le prochain mois de jeûne, certains clients disent être déjà préoccupés quant à ce que leur réserve le marché des fruits et légumes.

Apparemment, la cherté de la vie a fait que ces derniers attendront les derniers jours pour entamer leurs achats.

Or, dans le passé, les consommateurs s'approvisionnaient des mois avant le Ramadan.

Vacances, mois sacré, rentrée scolaire..., les ménages à petite bourse auront certainement bien du mal à faire face à autant de dépenses.

S. A.

## IMPLIQUANT PRODUCTEURS ET MANDATAIRES

## Vers la création d'une commission de coordination intermarchés

*La marge dans les prix des fruits et légumes viendrait-elle à être stabilisée à des niveaux acceptables d'un marché à l'autre, contrairement à ce qui est constaté aujourd'hui ?*

Au regard de la déclaration faite récemment à ce propos à Annaba par le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Boulénour El-Hadj Tahar, l'on tendrait vers cet objectif.

Ce dernier, qui présidait une rencontre avec les membres du bureau de Annaba de ladite union, a révélé la création dans les prochains jours d'une commission de coordination inter-marchés dont le rôle sera d'assurer une régulation des produits entre les différents

marchés du pays, en impliquant les producteurs et les mandataires de fruits et légumes. Elle aura également pour mission la publication d'une sorte de mercuriale destinée aux transactions commerciales de gros, principalement pour les produits agricoles. Cette mercuriale sera publiée dans la presse trois jours avant et trois jours après le début du prochain mois de Ramadan, afin d'informer le consommateur sur les prix réels de gros. Celui-ci, étant jusqu'ici dans l'ignorance de ces prix, paye parfois des marges exorbitantes au détaillant qui, pour sa part, fait porter le chapeau aux grossistes. «Il n'y a pas de raisons d'augmenter les prix, les produits agricoles sont actuellement disponibles et en

quantité», tient à souligner M. Boulénour. Abordant les autres missions qui attendent l'union, M. Boulénour a relevé l'élaboration prochaine d'un plan quinquennal pour impliquer l'UGCAA dans la création d'un réseau national de distribution, la mise à niveau des marchés existants, ainsi que la création de 35 marchés de gros et de 1 000 autres de proximité à travers les différentes régions du pays. Par ailleurs, la même source a remis en cause la loi fiscale actuelle qui, a-t-il estimé, «encourage le marché informel et représente un obstacle pour l'investissement, comme elle est à l'origine de la fraude fiscale» Et d'ajouter que «cette situation fait perdre à l'Etat quelque 200 milliards de dinars» (environ 3 milliards de dollars, Ndlr). Il a, d'autre part, dénoncé la contrefaçon, notamment pour les pièces de rechange, les cosmétiques et les cigarettes, qui inonde le marché national. Un problème qui coûte à l'Etat près de 30 milliards de dinars par an, estime M. Boulénour. Concernant la situation interne de l'union et les dissensions qu'elle connaît ces derniers mois, le porte-parole de l'UGCAA a reconnu que celle-ci a fonctionné, jusqu'à présent, en dehors de la loi 90/14. «Il est impératif pour l'union de fonctionner conformément à cette loi», a-t-il affirmé. Concernant la tenue du 4<sup>e</sup> congrès de l'union prévu en septembre ou octobre prochains, la même source indiquera qu'il aura à élire une nouvelle direction. Et ce en raison d'un «retrait de confiance au secrétaire général de l'union, en date du 11 juillet 2009, par une majorité de bureaux de wilaya et de membres du conseil national de l'UGCAA», selon M. Boulénour.

A. Bouacha

## MASCARA

## Augmentation surprise du prix du pain

Comme de coutume à la veille du mois de Ramadan, les ménages affichent leur inquiétude de voir les prix flamber. Mais alors qu'ils étaient focalisés sur les prix de la viande et des fruits et légumes, ils seront littéralement pris à contre-pied en ce début de semaine. Les habitants de la ville de Mascara seront surpris de voir le prix du pain passer à 8,50 DA. Et tout cela en sourdine ! C'est, nous a-t-on confié, une décision unilatérale prise par le syndicat des boulangers lors d'une récente réunion. Ce nouveau prix a été appliqué au niveau des grandes villes de la wilaya, comme à Mascara, Mohammadia ou Sig. A Hacine, par contre, un citoyen nous a déclaré que le pain se vendait toujours à 7,50 DA la baguette. Du côté des pouvoirs publics, l'on a tenu à nous confirmer que ce nouveau prix était illégal, car ne devant concerner que le pain amélioré et sous réserve que le pain ordinaire soit conjointement disponible. Le chef de cabinet de la wilaya de Mascara nous informera que les brigades de la Direction du commerce avaient investi les lieux aux fins de contrôle et d'évaluation de la situation. Il semblerait que l'on communiquera plus tard les dispositions prises. En attendant, les boulangers persistent et signent. Le prix du pain est fixé à 8,50 DA. Le motif invoqué est le prix de revient du pain. Les consommateurs, eux, ne savent plus sur quel pied danser.

M. Meddeber

## Publicité

